

OPINION DISSIDENTE DE M. LE JUGE *AD HOC* TORRES
BERNÁRDEZ

Accord et désaccord avec l'ordonnance — Question de la compétence prima facie de la Cour et de la recevabilité de la demande présentée par l'Uruguay — Les thèses argentines sur l'incompétence et sur l'irrecevabilité ne trouvent justification ni dans le faits de l'espèce ni dans le droit applicable — Accord avec la conclusion de l'ordonnance sur la compétence de la Cour pour connaître de la demande uruguayenne — Question de l'existence d'un risque de préjudice irréparable aux droits en litige de l'Uruguay et de l'urgence d'y remédier — Droit de l'Uruguay de construire l'usine Orion à Fray Bentos — Droit de l'Uruguay à ce que la Cour décide du différend — Les arguments uruguayens sur les questions relatives à la responsabilité internationale de l'Argentine relèvent du fond du différend et non pas de cette procédure incidente — Existence d'un « risque actuel » de préjudice irréparable aux droits en cause de l'Uruguay — Pouvoir de la Cour en vertu de l'article 41 du Statut d'examiner si les circonstances de l'affaire exigent l'indication de mesures conservatoires — A la lumière de la situation créée par les faits qui sont à l'origine de la demande uruguayenne, la Cour aurait dû indiquer dans le dispositif de l'ordonnance deux mesures conservatoires: a) la première, similaire à la première mesure sollicitée par l'Uruguay indiquant à l'Argentine de faire cesser et de prévenir sur son territoire la fermeture, le blocage de la circulation ou l'entrave à celle-ci sur les routes d'accès aux ponts internationaux qui relient les deux Etats afin de préserver le droit de l'Uruguay de construire l'usine Orion à Fray Bentos ainsi que l'intégrité du règlement judiciaire en cours; b) la seconde basée sur le contenu de la deuxième mesure sollicitée par l'Uruguay afin d'éviter l'aggravation ou l'extension du différend, mais adressée aux deux Parties — Rejet de la troisième mesure sollicitée par l'Uruguay.

1. L'Argentine ayant décidé de faire objection à la compétence de la Cour pour connaître de la demande en indication de mesures conservatoires soumise par l'Uruguay, le 29 novembre 2006, dans l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)* ainsi qu'à la recevabilité de la demande uruguayenne, la Cour a dû trancher tout d'abord la question de la compétence et de la recevabilité avant de pouvoir se prononcer sur le fond de la demande, c'est-à-dire sur l'indication ou non des mesures conservatoires sollicitées par l'Uruguay. Je partage entièrement les motifs et les conclusions de la Cour sur la compétence et la recevabilité. En revanche, je ne partage pas entièrement les motifs, et certainement pas les conclusions de l'ordonnance en ce qui concerne la question de fond. C'est pour cela que j'ai voté contre l'ordonnance.

*

DISSENTING OPINION OF JUDGE *AD HOC* TORRES
BERNÁRDEZ

[Translation]

Agreement and disagreement with the Order — The question of the prima facie jurisdiction of the Court and of the admissibility of the request submitted by Uruguay — Argentina's arguments based on a lack of jurisdiction and on inadmissibility are not justified either by the facts of the case or by the applicable law — Agreement with the Order's conclusion that the Court has jurisdiction to entertain Uruguay's request — The question of the existence of a risk of irreparable prejudice to Uruguay's disputed rights and of the urgency of remedying it — Uruguay's right to build the Orion mill at Fray Bentos — Uruguay's right that the Court determine the dispute — Uruguay's arguments on matters concerning Argentina's international responsibility relate to the merits of the dispute and not to these incidental proceedings — Existence of a "present risk" of irreparable prejudice to Uruguay's rights in issue — The Court's power under Article 41 of the Statute to establish whether the circumstances of the case require the indication of provisional measures — In light of the situation created by the facts underlying Uruguay's request, the Court should have indicated, in the operative part of the Order, two provisional measures; (a) the first, similar to the first measure requested by Uruguay, indicating that Argentina should end and prevent on its territory the closure, blockading or obstructing of traffic on access roads to the international bridges linking the two countries in order to preserve Uruguay's right to build the Orion mill at Fray Bentos and also the integrity of the pending legal settlement; (b) the second based on the content of the second measure requested by Uruguay to avoid the aggravation or extension of the dispute, but addressed to both Parties — Dismissal of the third measure requested by Uruguay.

1. Argentina having decided to object to the jurisdiction of the Court to entertain the request for provisional measures submitted by Uruguay, on 29 November 2006, in the case concerning *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)* and to the admissibility of Uruguay's request, the Court first had to resolve the question of jurisdiction and admissibility before being able to rule on the merits of the request, in other words on whether or not to indicate the provisional measures requested by Uruguay. I fully share the Court's reasoning and conclusions on jurisdiction and admissibility. On the other hand, I do not wholly share the reasoning, and certainly not the conclusions in the Order on the merits. This is why I voted against the Order.

*

2. La demande en indication de mesures conservatoires de l'Uruguay du 29 novembre 2006 signale dès son introduction qu'elle est soumise en application de l'article 41 du Statut de la Cour et de l'article 73 de son Règlement et que les mesures conservatoires demandées «sont requises d'urgence afin de protéger les droits de l'Uruguay en cause dans la présente instance contre un préjudice imminent et irréparable, et d'éviter que le différend ne s'aggrave». Par la suite, la demande développe les motifs sur lesquels elle se fonde, les conséquences qu'entraînerait son rejet et les trois mesures conservatoires sollicitées (Règlement, art. 73, par. 2). D'autre part, dans son paragraphe 25, la demande renvoie à la base de compétence de la Cour invoquée par l'Argentine dans sa requête introductive d'instance en l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)* du 4 mai 2006 et dans sa demande en indication de mesures conservatoires de la même date.

3. C'est sur la base de l'article 60 du statut du fleuve Uruguay de 1975 que la Cour avait conclu, dans son ordonnance du 13 juillet 2006, à sa compétence *prima facie* pour connaître de l'affaire ci-dessus et, donc, pour examiner la demande en indication des mesures conservatoires que lui avait présentée alors l'Argentine. L'Uruguay n'a contesté à aucun moment la compétence *prima facie* de la Cour dans l'affaire et sa demande en indication de mesures conservatoires invoque également l'article 60 du statut du fleuve Uruguay comme base de la compétence *prima facie* de la Cour. En outre, l'Uruguay n'a pas non plus présenté d'objection ou d'exception relative à la recevabilité de la requête argentine introductive d'instance. Ainsi, dans l'espèce, ne se pose aucune question préliminaire pour ce qui est de la recevabilité *prima facie* de la requête argentine, tout comme cela avait été le cas dans l'affaire relative à la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), mesures conservatoires, ordonnance du 15 mars 1996 C.I.J. Recueil 1996 (I), p. 21, par. 32-33).*

4. Cependant, l'Argentine conteste aujourd'hui la compétence de la Cour pour connaître de la demande en indication de mesures conservatoires de l'Uruguay ainsi que la recevabilité de la demande uruguayenne. Au cours des audiences, ses conseils ont déployé beaucoup plus d'efforts pour démontrer l'incompétence de la Cour et l'irrecevabilité de la demande uruguayenne qu'à réfuter la preuve de l'existence d'un risque de préjudice irréparable aux droits en cause et de l'urgence. L'on est allé jusqu'à affirmer que la Cour était «manifestement incompétente» et à mentionner des exemples de cas d'incompétence manifeste où la Cour décida la radiation de l'affaire du rôle.

5. Mais, ces efforts ne pouvaient aboutir car la demande uruguayenne n'est pas une demande principale, c'est-à-dire une requête introductive d'une nouvelle affaire ni, non plus, une sorte de prétendue demande reconventionnelle sans connexité directe avec l'objet de la requête argentine introductive d'instance dans l'affaire des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay (Argentine c. Uruguay)*.

6. Les conseils argentins ont affirmé avec force que la première mesure

2. Uruguay's request for the indication of provisional measures of 29 November 2006 indicates in the introduction that it was submitted pursuant to Article 41 of the Statute of the Court and Article 73 of its Rules and that the provisional measures "are urgently needed to protect the rights of Uruguay that are at issue in these proceedings from imminent and irreparable injury, and to prevent the aggravation of the present dispute". The request goes on to set out the grounds on which it is based, the consequences which would ensue from its dismissal and the three provisional measures requested (Art. 73, para. 2, of the Rules). In paragraph 25, the request also refers to the basis of the jurisdiction of the Court relied on by Argentina in its Application instituting proceedings in the case concerning *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)* of 4 May 2006 and its request for the indication of provisional measures of the same date.

3. It was on the basis of Article 60 of the 1975 Statute of the River Uruguay that the Court concluded, in its Order of 13 July 2006, that it had prima facie jurisdiction to hear the above case and, therefore, to consider the request for the indication of provisional measures which had then been submitted to it by Argentina. At no time has Uruguay disputed the prima facie jurisdiction of the Court in the case and its request for the indication of provisional measures also relies on Article 60 of the Statute of the River Uruguay as basis for the prima facie jurisdiction of the Court. Nor has Uruguay objected to the admissibility of Argentina's Application instituting proceedings. Hence, in the present case, no preliminary question arises as regards the prima facie admissibility of Argentina's Application, just as in the case concerning *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria), Provisional Measures, Order of 15 March 1996, I.C.J. Reports 1996 (I)*, p. 21, paras. 32 and 33).

4. However, Argentina now disputes the jurisdiction of the Court to entertain Uruguay's request for the indication of provisional measures and the admissibility of that request. During the oral hearings, its counsel expended much more effort demonstrating the Court's lack of jurisdiction and the inadmissibility of Uruguay's request than on refuting the proof of the existence of a risk of irreparable prejudice to the rights in issue and of urgency. They even went so far as to assert that the Court "manifestly lacked jurisdiction" and to mention examples of cases where the Court manifestly lacked jurisdiction and decided to remove the case concerned from its List.

5. But these efforts were fruitless because Uruguay's request is not a principal request, in other words, an application introducing a new case, nor is it a sort of would-be counter-claim not directly connected with the object of Argentina's Application instituting proceedings in the case concerning *Pulp Mills on the River Uruguay (Argentina v. Uruguay)*.

6. Counsel of Argentina forcefully asserted that the first provisional

conservatoire demandée par l'Uruguay, à savoir celle qui sollicite que la Cour indique à l'Argentine

«qu'elle doit prendre toutes les mesures raisonnables et appropriées qui sont à sa disposition pour prévenir ou faire cesser toute interruption du transit entre l'Uruguay et l'Argentine, notamment le blocage de ponts et de routes entre les deux Etats» (demande, par. 28 i),

équivaldrait à demander à la Cour de se prononcer non pas sur le litige initial sur le statut du fleuve Uruguay défini par la requête argentine du 4 mars 2006, mais sur un différend relatif à la liberté de circulation et à la liberté de commerce entre les deux pays, relevant du droit matériel et des procédures de règlement du Mercosur (traité d'Asunción et protocole d'Olivos).

7. En outre, il a été plaidé par l'Argentine que le fait que l'Uruguay avait demandé à un tribunal arbitral *ad hoc* du Mercosur de se prononcer sur des anciens blocages de ponts et de routes créait, en vertu des dispositions des instruments pertinents du Mercosur, une situation de forclusion ou d'*estoppel* qui rendrait irrecevable la demande en indication de mesures conservatoires présentée à la Cour par l'Uruguay (voir sentence du tribunal arbitral *ad hoc* du Mercosur du 6 septembre 2006, annexe 2 à la demande en indication de mesures conservatoires de l'Uruguay). A cet argument la présente ordonnance répond, comme il se doit, que les droits invoqués par l'Uruguay devant le tribunal *ad hoc* du Mercosur sont différents de ceux dont il sollicite la protection en l'espèce (ordonnance, par. 30).

8. La demande en indication de mesures conservatoires de l'Uruguay a été décrite par les conseils de l'Argentine comme une demande dépourvue de tout lien avec le statut du fleuve Uruguay, ainsi qu'avec les droits respectifs des Parties au différend soumis à la Cour par l'Argentine. Elle relèverait, a-t-on dit, d'une autre problématique, d'un autre traité, d'une autre juridiction. Ces arguments, je regrette de le dire, ignorent la nature, le contenu et le but de la demande uruguayenne ainsi que la portée de l'objet de la requête argentine introductive d'instance. La demande uruguayenne se greffe parfaitement sur l'objet de l'affaire soumise à la Cour par la requête argentine.

9. Tout ce que l'Uruguay demande, dans la première conclusion, c'est que la Cour indique à l'Argentine, en tant que souverain territorial, de prendre, en sa qualité de Partie à la présente instance, toutes les mesures à sa disposition qu'elle considère comme raisonnables et appropriées pour prévenir ou faire cesser *pendente lite* toute interruption du transit entre l'Uruguay et l'Argentine (y compris la fermeture, le blocage de la circulation ou l'entrave à celle-ci sur les ponts et les routes qui relient les deux Etats) et ce afin de préserver des droits relevant du statut du fleuve Uruguay de 1975 qui, d'après l'Uruguay, sont en cause dans le différend, notamment le droit de construction de l'usine Orion sur la rive uruguayenne du fleuve Uruguay à Fray Bentos et le droit à ce que la Cour décide du différend que lui a soumis l'Argentine. Ainsi donc, la demande

measure requested by Uruguay, namely the one calling upon the Court to indicate to Argentina that it

“shall take all reasonable and appropriate steps at its disposal to prevent or end the interruption of transit between Uruguay and Argentina, including the blockading of bridges and roads between the two States” (Application, para. 28 (i)),

would be tantamount to calling upon the Court to rule not on the initial dispute regarding the Statute of the River Uruguay as set out by Argentina’s Application of 4 March 2006, but on a dispute relating to freedom of transport and freedom of commerce between the two countries covered by substantive law and the settlement procedures of Mercosur (Treaty of Asunción and Protocol of Olivos).

7. Further, it has been argued by Argentina that the fact that Uruguay had called for an *ad hoc* Mercosur Arbitral Tribunal to rule on previous blockades of bridges and roads, under the provisions of the relevant Mercosur instruments, created a situation of estoppel which rendered the request for the indication of provisional measures submitted to the Court by Uruguay inadmissible (see the Award of the *ad hoc* Mercosur Tribunal of 6 September 2006, Annex 2 of Uruguay’s request for the indication of provisional measures). The present Order replies to this argument, and rightly so, that the rights relied on by Uruguay before the *ad hoc* Mercosur Tribunal are different from those whose protection it is calling for in the present case (Order, para. 30).

8. Uruguay’s request for the indication of provisional measures was described by counsel for Argentina as a request totally unconnected with the Statute of the River Uruguay, and also with the respective rights of the Parties to the dispute submitted to the Court by Argentina. It allegedly concerns other problems, another treaty, another court. These arguments, I regret to say, overlook the nature, content and purpose of Uruguay’s request as well as the purpose of Argentina’s Application instituting proceedings. Uruguay’s request sits perfectly well with the subject of the case brought before the Court by Argentina’s Application.

9. All Uruguay is asking for, in its first submission, is for the Court to indicate to Argentina, as territorial sovereign, to take what it considers to be all reasonable and appropriate steps at its disposal, as a Party to the present proceedings, to prevent or end, *pendente lite*, the interruption of transit between Uruguay and Argentina (including the blockading of bridges and roads between the two States) and to do so in order to preserve rights under the 1975 Statute of the River Uruguay which, according to Uruguay, are at issue in the dispute, in particular the right to build the Orion mill on the Uruguayan bank of the River Uruguay at Fray Bentos and the right for the Court to determine the dispute submitted to it by Argentina. Hence, the request asks the Court to indicate to Argentina, the Applicant in this case, a measure consisting of an injunction on

sollicite de la Cour que celle-ci indique à l'Argentine, Etat demandeur dans l'affaire, une mesure consistant en une injonction d'agir d'une certaine manière en vue de préserver des droits revendiqués par l'Uruguay dans sa qualité d'Etat défendeur dans la même affaire. Il n'est nullement question d'obtenir un jugement provisionnel ou définitif sur le fond des réclamations de l'une ou de l'autre Partie à l'instance, ou sur des réclamations hors sujet, mais de protéger *pendente lite* la substance des droits réclamés par l'Uruguay dans l'affaire.

10. D'autre part, la demande de l'Uruguay n'ajoute rien à l'objet du différend tel qu'il est défini par la requête argentine introductive d'instance. Elle n'est point une demande reconventionnelle déguisée. Les droits en litige que l'Uruguay demande à la Cour de préserver moyennant l'indication de la mesure conservatoire ci-dessus rentrent dans l'objet du différend tel que délimité par la requête argentine, ses moyens de droit et ses conclusions. Dans le paragraphe 2 de la requête argentine, l'objet du différend est défini dans les termes suivants :

«Le différend porte sur la violation par l'Uruguay des obligations qui découlent du statut du fleuve Uruguay ... au sujet de l'autorisation de construction, la construction et l'éventuelle mise en service de deux usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay. Ceci, tout en prenant particulièrement compte des effets desdites activités sur la qualité des eaux du fleuve Uruguay et sa zone d'influence.»

Quant aux moyens de droit invoqués par l'Argentine, le paragraphe 24 de la requête signale que :

«Le droit applicable au présent différend est le statut de 1975 ainsi que les principes et règles conventionnels et coutumiers pertinents aux fins de son interprétation et de son application, en particulier les traités et autres engagements internationaux en vigueur à l'égard de l'une ou l'autre des parties auxquelles celui-ci renvoie. En vertu de ces dispositions, l'Uruguay a violé les obligations internationales suivantes: ...»

11. Par la suite, le paragraphe 24 de la requête argentine n'énumère pas moins de huit obligations qui auraient été violées par l'Uruguay, à savoir :

- a) l'obligation de prendre toute mesure nécessaire à l'utilisation rationnelle et optimale du fleuve Uruguay;
- b) l'obligation d'informer préalablement la CARU et le Gouvernement de l'Argentine au sujet de la construction de deux usines de pâte à papier sur la rive gauche du fleuve Uruguay;
- c) l'obligation de poursuivre les procédures prévues par le chapitre II du statut de 1975 en ce qui concerne la réalisation de «tous ouvrages suffisamment importants pour affecter la navigation, le régime du fleuve ou la qualité des eaux»;
- d) l'obligation de ne pas autoriser la construction des ouvrages

acting in a certain way in order to preserve the rights claimed by Uruguay as Respondent in the same case. By no means is it a question of obtaining a provisional or final ruling on the merits of the claims of either of the Parties to the case, or on unrelated claims, but of protecting *pendente lite* the substance of the rights claimed by Uruguay in the case.

10. Uruguay's request also adds nothing new to the subject-matter of the dispute as set out in Argentina's Application instituting proceedings. By no means is it a counter-claim in disguise. The disputed rights which Uruguay requests the Court to safeguard by indicating the provisional measure concerned form part of the subject-matter of the dispute as determined by Argentina's Application, its legal grounds and submissions. In paragraph 2 of Argentina's Application, the subject-matter of the dispute is set out in the following terms:

“The dispute concerns the breach by Uruguay of obligations under the Statute of the River Uruguay . . . in respect of the authorization, construction and future commissioning of two pulp mills on the River Uruguay, having regard in particular to the effects of such activities on the quality of the waters of the River Uruguay and on the areas affected by the river.”

As for the legal grounds invoked by Argentina, paragraph 24 of the Application indicates that:

“The law applicable to the present dispute is the 1975 Statute and the conventional and customary principles and rules relevant to its interpretation and application, and in particular the treaties and other international obligations in force for either party to which the Statute refers. By virtue of these provisions, Uruguay is in breach of the following international obligations: . . .”

11. Paragraph 24 of Argentina's Application later goes on to list no fewer than eight obligations which Uruguay is said to have breached, these being:

- “(a) the obligation to take all necessary measures for the optimum and rational utilization of the River Uruguay;
- “(b) the obligation to provide prior notification to CARU and to the Government of Argentina in respect of the construction of two pulp mills on the left bank of the River Uruguay;
- “(c) the obligation to comply with the procedures prescribed by Chapter II of the 1975 Statute in regard to the carrying out of ‘any . . . works which are liable to affect navigation, the régime of the river or the quality of its waters’;
- “(d) the obligation not to authorize construction of the proposed

- projetés sans avoir préalablement suivi la procédure prévue par le statut de 1975;
- e) l'obligation de préserver le milieu aquatique et d'empêcher la pollution, en adoptant les mesures appropriées, y compris en recourant aux meilleures pratiques environnementales et aux meilleures technologies disponibles, conformément aux accords internationaux applicables et en harmonie avec les directives et recommandations des organismes techniques internationaux;
 - f) l'obligation de ne pas causer de dommages environnementaux transfrontaliers sur la rive opposée et les zones d'influence du fleuve;
 - g) l'obligation de ne pas frustrer l'utilisation du fleuve à des fins licites; et
 - h) autres obligations découlant du droit international général, conventionnel et coutumier, tant procédurales que de fond, nécessaires à l'application du statut de 1975».

12. Finalement, «sur la base de l'exposé des faits et des moyens juridiques qui précèdent», les conclusions du paragraphe 25 1) de la requête de l'Argentine demandent à la Cour de dire et juger:

- «1. Que l'Uruguay a manqué aux obligations lui incombant en vertu du statut de 1975 et des autres règles de droit international auxquelles ce statut renvoie, y compris mais pas exclusivement:
- a) l'obligation de prendre toute mesure nécessaire à l'utilisation rationnelle et optimale du fleuve Uruguay;
 - b) l'obligation d'informer préalablement la CARU et l'Argentine;
 - c) l'obligation de se conformer aux procédures prévues par le chapitre II du statut de 1975;
 - d) l'obligation de prendre toutes mesures nécessaires pour préserver le milieu aquatique et d'empêcher la pollution et l'obligation de protéger la biodiversité et les pêcheries, y compris l'obligation de procéder à une étude d'impact sur l'environnement, complète et objective;
 - e) les obligations de coopération en matière de prévention de la pollution et de la protection de la biodiversité et des pêcheries.»

13. L'objet du différend et les conclusions de la requête sont donc définis dans la requête par des formules générales très larges qui comprennent les droits et obligations des Parties énoncés dans un nombre de dispositions du statut du fleuve Uruguay. Les droits dont l'Uruguay demande la protection par l'indication de mesures conservatoires s'inscrivent dans cet objet et s'y greffent parfaitement. La solution du litige au fond comportera nécessairement l'interprétation ou l'application par la Cour de plusieurs dispositions du statut du fleuve. Cela explique, sans

works without having first followed the procedure prescribed by the 1975 Statute;

- (*e*) the obligation to preserve the aquatic environment and to prevent its pollution, by adopting appropriate measures, including recourse to best environmental practice and best available technology, in accordance with applicable international agreements and in keeping with the guidelines and recommendations of international technical bodies;
- (*f*) the obligation not to cause transboundary environmental damage to the opposing bank of the river, or to areas affected by the river;
- (*g*) the obligation not to prevent use of the river for lawful purposes; and
- (*h*) other obligations deriving from the procedural and substantive provisions of general, conventional and customary international law which are necessary for the application of the 1975 Statute.”

12. Finally, “[o]n the basis of the foregoing statement of facts and law”, the submissions in paragraph 25 (1) of Argentina’s Application request the Court to adjudge and declare:

- “1. that Uruguay has breached the obligations incumbent upon it under the 1975 Statute and the other rules of international law to which that instrument refers, including but not limited to:
 - (*a*) the obligation to take all necessary measures for the optimum and rational utilization of the River Uruguay;
 - (*b*) the obligation of prior notification to CARU and to Argentina;
 - (*c*) the obligation to comply with the procedures prescribed in Chapter II of the 1975 Statute;
 - (*d*) the obligation to take all necessary measures to preserve the aquatic environment and prevent pollution and the obligation to protect biodiversity and fisheries, including the obligation to prepare a full and objective environmental impact study;
 - (*e*) the obligation to co-operate in the prevention of pollution and the protection of biodiversity and of fisheries.”

13. The subject-matter of the dispute and the submissions of the Application are thus defined in the Application in very broad general terms covering the rights and duties of the Parties set out in a number of the provisions of the Statute of the River Uruguay. The rights of which Uruguay requests protection through the indication of provisional measures fall within that subject-matter and sit perfectly well with it. The resolution of the dispute on the merits will necessarily involve the interpretation or application by the Court of several provisions of the

doute, que la requête argentine tout comme la demande uruguayenne, évitent dans leurs conclusions respectives le renvoi à des articles précis du statut du fleuve Uruguay.

*

14. En matière de mesures conservatoires, la Cour exerce une compétence de base exclusivement statutaire définie à l'article 41 du Statut et cette *remedial jurisdiction* de la Cour n'est pas limitée, ou conditionnée, en quoi que ce soit par le droit matériel applicable au fond du différend ou par la portée du titre ou des titres juridictionnels gouvernant en l'espèce la compétence de la Cour au fond. En vertu de ce pouvoir, la Cour peut, dans les affaires qui lui sont soumises, indiquer à titre provisoire toutes sortes de mesures conservatoires lorsqu'elle estime que les circonstances exigent l'adoption de la mesure en question pour préserver *pendente lite* les droits de l'une ou de l'autre partie qui sont en cause dans l'affaire dont il s'agit. Comme la Cour permanente de Justice internationale déclara en 1933, dans l'affaire concernant la *Réforme agraire polonaise et minorité allemande (mesures conservatoires)*, d'après le texte de l'article 41 du Statut, la condition essentielle et nécessaire pour que des mesures conservatoires puissent, si les circonstances l'exigent, être indiquées, est que ces mesures tendent à sauvegarder les droits objets du différend dont la Cour est saisie (*C.P.J.I. série A/B n° 58*, p. 177).

15. Ainsi, dans l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)*, le titre juridictionnel applicable était un compromis qui octroyait compétence à une chambre de la Cour seulement pour définir le tracé de la frontière entre les deux pays dans une zone contestée définie par le compromis, le droit appliqué par la Chambre pour trancher le différend étant les principes et les règles de droit international relatifs aux délimitations terrestres. Lorsque l'affaire était en délibéré, des incidents graves ont opposé les forces armées des deux pays et la Chambre a été appelée à indiquer des mesures conservatoires. Ce faisant, elle n'a été nullement limitée dans cette tâche par la portée de sa compétence au fond ni par le droit matériel applicable au différend frontalier en question, comme le montrent bien les mesures énoncées dans le dispositif de l'ordonnance du 10 janvier 1986 (*C.I.J. Recueil 1986*, p. 11-12). Or, personne n'a jamais contesté la compétence de la Chambre pour ce faire sur la seule base de l'article 41 du Statut de la Cour.

16. Dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria)*, la compétence de la Cour était fondée sur des déclarations faites par les deux États en application du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, mais l'objet du différend soumis par le Cameroun fut défini par les requêtes du demandeur comme étant seulement une délimitation de la frontière terrestre et maritime entre les deux pays. Lorsque, *pendente lite*, des actions armées graves se sont produites sur l'un des territoires qui était l'objet de la pro-

Statute of the River Uruguay. This probably explains why the submissions of both Argentina's Application and Uruguay's request avoid any reference to particular articles of the Statute of the River Uruguay.

*

14. As regards provisional measures, the Court exercises a basic, purely statutory jurisdiction defined in Article 41 of its Statute and that remedial jurisdiction of the Court is not limited or conditioned in any respect by either the substantive law applicable to the merits of the dispute or by the scope of the jurisdictional title or titles governing the Court's jurisdiction on the merits in the case concerned. By virtue of that power, the Court may, in the cases submitted to it, provisionally indicate all manner of protective measures, when it considers that circumstances require the adoption of the measure concerned in order to safeguard *pendente lite* the rights of either of the Parties at issue in the dispute at hand. As the Permanent Court of International Justice stated in 1933 in the case concerning the *Polish Agrarian Reform and the German Minority (Interim Measures of Protection)*, according to the text of Article 41 of the Statute, the essential condition which must necessarily be fulfilled in order to justify a request for the indication of provisional measures, should circumstances so require, is that such measures should have the effect of protecting the rights forming the subject of the dispute submitted to the Court (*P.C.I.J., Series A/B, No. 58, p. 177*).

15. Thus, for example, in the *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* case, the applicable jurisdictional title was a special agreement granting a Chamber of the Court jurisdiction only to determine the frontier line between the two countries in a disputed area defined by the special agreement, the law applied by the Chamber to settle the dispute being the principles and rules of international law concerning land delimitations. When the case was in deliberation, serious incidents occurred between the armed forces of the two countries and the Chamber was asked to indicate provisional measures. In so doing, it was not at all limited in this task either by the scope of its jurisdiction on the merits or by the substantive law applicable to the boundary dispute concerned, as is clearly apparent from the measures set out in the operative part of the Order of 10 January 1986 (*I.C.J. Reports 1986, pp. 11-12*). The Chamber's jurisdiction to do so, on the sole basis of Article 41 of the Statute of the Court, was, moreover, never challenged.

16. In the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon v. Nigeria)*, the Court's jurisdiction was founded upon the declarations made by the two States under Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, whereas the object of the dispute submitted by Cameroon was defined by that country's claims as solely a delimitation of the land and maritime boundary between the two countries. When, *pendente lite*, serious armed incidents took place in one of the territories forming the subject of the proceedings

cédure devant la Cour, le Cameroun demanda que l'on indique les mesures conservatoires suivantes :

- «1) [que] les forces armées des Parties se retireront à l'emplacement qu'elles occupaient avant l'attaque armée nigériane... ;
- 2) les Parties s'abstiendront de toute activité militaire le long de la frontière jusqu'à l'intervention de l'arrêt de la Cour ;
- 3) les Parties s'abstiendront de tout acte ou action qui pourrait entraver la réunion des éléments de preuve dans la présente instance» (*C.I.J. Recueil 1996 (I)*, p. 18, par. 20).

Le fait que l'objet des mesures conservatoires demandées par le Cameroun ne correspondait pas avec la définition de l'objet du différend au fond n'a pas été considéré comme étant une cause d'irrecevabilité de sa demande en indication de mesures conservatoires car le but des mesures sollicitées était la préservation, à titre provisoire, des droits du Cameroun au fond. Et ces exemples pourraient être multipliés.

17. Ainsi, la recevabilité matérielle d'une demande en indication de mesures conservatoires n'est fonction, en règle générale, que de la vérification par la Cour de ce que le but de la mesure sollicitée soit véritablement la conservation à titre provisoire du droit ou des droits en cause dans le différend, car l'exercice par la Cour du pouvoir qu'elle tient de l'article 41 du Statut vise seulement à protéger les droits en litige devant le juge en attendant l'arrêt définitif sur le fond. La jurisprudence confirme cette conclusion. Par exemple, dans l'affaire concernant la *Réforme agraire polonaise et minorité allemande (mesures conservatoires)*, la demande du Gouvernement allemand fut rejetée parce que les mesures sollicitées ne tendaient uniquement à sauvegarder l'objet du différend ou l'objet de la demande principale elle-même, tels qu'ils avaient été soumis à la Cour par la requête allemande introductive d'instance. Devant la Cour actuelle, la demande en indication de mesures conservatoires de la Guinée-Bissau dans l'affaire relative à la *Sentence arbitrale du 31 juillet 1989* fut rejetée du fait que «les droits allégués dont il est demandé qu'ils fassent l'objet de mesures conservatoires [n'étaient] pas l'objet de l'instance pendante devant la Cour sur le fond de l'affaire» (*C.I.J. Recueil 1990*, p. 70, par. 26). Pour d'autres exemples, voir aussi l'affaire du *Plateau continental de la mer Egée* (*C.I.J. Recueil 1976*, p. 11, par. 34) et l'affaire relative à l'*Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie-et-Monténégro)* (*C.I.J. Recueil 1993*, p. 19, par. 35).

18. La situation décrite ci-dessus ne se présente point dans cette procédure incidente. Le lien nécessaire entre la demande en indication de mesures conservatoires de l'Uruguay et la substance de l'affaire soumise par l'Argentine est clair. Aucune autre question matérielle de «connexité», juridique ou de fait, qui entraverait la recevabilité d'une demande comme la demande uruguayenne n'existant, il ne reste qu'à traiter de l'argument argentin de la «connexité» formelle basée sur l'invocation d'un défaut de précision de la demande uruguayenne sur «les droits dont la conservation

before the Court, Cameroon requested the indication of the following provisional measures:

- “(1) the armed forces of the Parties shall withdraw to the position they were occupying before the Nigerian armed attack . . . ;
- (2) the Parties shall abstain from all military activity along the entire boundary until the judgment of the Court takes place;
- (3) the Parties shall abstain from any act or action which might hamper the gathering of evidence in the present case” (*I.C.J. Reports 1996*, p. 18, para. 20).

The fact that the subject-matter of the provisional measures requested by Cameroon did not correspond to the definition of the subject-matter of the dispute on the merits of the case was not regarded as a ground of the inadmissibility of the request for provisional measures, as the purpose of the measures sought was the interim protection of Cameroon’s rights on the merits. And there are many other examples.

17. Thus the substantive admissibility of a request for the indication of provisional measures as a general rule depends solely on the Court’s appraisal of whether the purpose of the measure sought really is the interim protection of the right or rights at issue in the dispute, as the exercise by the Court of the power conferred on it by Article 41 of the Statute is aimed solely at safeguarding the rights at issue before the Court pending a final decision on the merits. This conclusion is borne out by the case law. For example, in the case concerning the *Polish Agrarian Reform and the German Minority (Interim Measures of Protection)*, the German Government’s request was dismissed because the measures sought were not aimed solely at the protection of the subject-matter of the dispute or the subject-matter of the principal Application itself, as they had been submitted to the Court by Germany’s Application instituting proceedings. Before the present Court, the request for the indication of provisional measures by Guinea-Bissau in the case concerning the *Arbitral Award of 31 July 1989* was dismissed because “the alleged rights sought to be made the subject of provisional measures [were] not the subject of the proceedings before the Court on the merits of the case” (*I.C.J. Reports 1990*, p. 70, para. 26). For other examples, see also the *Aegean Sea Continental Shelf* case (*I.C.J. Reports 1976*, p. 11, para. 34) and the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)* (*I.C.J. Reports 1993*, p. 19, para. 35).

18. The situation described above simply does not arise in these incidental proceedings. The necessary link between the request for the indication of provisional measures by Uruguay and the substance of the case submitted by Argentina is clear. Since there is no other substantive issue of connection, of law or of fact, to prevent the admissibility of a request such as Uruguay’s, all that remains is to address Argentina’s argument concerning the formal “connection”, based on an “alleged” lack of precision in the Uruguayan request regarding “the rights to be protected and

serait à assurer par les mesures sollicitées». Il suffit de rappeler à ce propos que cette formule, incorporée aux Règlements de 1936, 1946 et 1972, ne figure plus au paragraphe 2 de l'article 73 du Règlement en vigueur où elle a été sciemment remplacée par l'expression «la demande indique les motifs sur lesquels elle se fonde», ce que fait certainement la demande uruguayenne dans ses paragraphes 2 à 23.

19. Les thèses juridiques à la base des plaidoiries argentines relatives à l'incompétence de la Cour et/ou l'irrecevabilité de la demande uruguayenne ne nous paraissent pas non plus acceptables du fait qu'en dernière analyse elles conduisent à un découpage du pouvoir que la Cour tient de l'article 41 du Statut, sans aucun avantage apparent pour les Etats, pris dans leur ensemble, ou pour l'exercice par la Cour de sa juridiction conservatoire ou d'urgence.

20. A la lumière de l'ensemble des considérations précédentes, ainsi que des motifs pertinents de l'ordonnance, je suis entièrement d'accord avec la conclusion de la Cour sur la question de la compétence, recevabilité y comprise, qui est énoncée au paragraphe 30 de l'ordonnance.

*

21. Le rejet par la Cour des exceptions soulevées par l'Argentine à la compétence de la Cour et à la recevabilité de la demande en indication de mesures conservatoires de l'Uruguay implique évidemment que les droits que l'Uruguay invoque, en tant que partie au statut du fleuve Uruguay de 1975 — et dont il demanda la préservation moyennant l'indication de mesures conservatoires par la Cour —, ne sont pas *prima facie* des droits inexistantes ou des droits hors litige. Ils sont des droits en litige, bien plausibles, suffisamment importants et sérieux pour mériter d'être éventuellement l'objet de mesures de protection face à des comportements d'une partie qui risqueraient de leur porter atteinte. Je considère donc que la demande uruguayenne en indication de mesures conservatoires satisfait le critère dit du *fumus boni juris* ou du *fumus non mali juris* (voir l'opinion individuelle du juge Abraham jointe à l'ordonnance du 13 juillet 2006 dans l'affaire relative à des *Usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay* (*Argentine c. Uruguay*), *C.I.J. Recueil 2006*, p. 24).

22. Il ne s'agit maintenant plus que de voir si, compte tenu des circonstances de l'affaire telles qu'elles se présentent aujourd'hui d'après les informations en possession de la Cour, la conservation des droits invoqués par l'Uruguay dans sa demande exige ou non l'indication de mesures conservatoires sollicitées ou, éventuellement, d'autres mesures conservatoires.

*

23. La Cour a déclaré maintes fois que son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires, conformément à l'article 41 de son Statut, présuppose qu'un «préjudice irréparable» ne doit pas être causé aux droits

the interim measures of which the indication is proposed”. It need only be noted in this respect that this phrase, included in the Rules of 1936, 1946 and 1972, no longer features in Article 73, paragraph 2, of the current Rules, in which it was purposely replaced by the expression “[t]he request shall specify the reason therefor”, which the Uruguayan request certainly does in paragraphs 2 to 23.

19. The legal contentions on which Argentina’s oral arguments concerning the Court’s lack of jurisdiction and/or the inadmissibility of the Uruguayan request are based do not seem to us acceptable either, as they would ultimately entail partitioning the power held by the Court under Article 41 of the Statute, with no apparent advantage for States overall, or for the Court in the exercise of its protective or emergency jurisdiction.

20. In light of all the aforementioned considerations, as well as the relevant reasons in the Order, I wholly concur with the Court on the question of jurisdiction, including admissibility, as stated in paragraph 30 of the Order.

*

21. The Court’s dismissal of Argentina’s objections to its jurisdiction and to the admissibility of Uruguay’s request for the indication of provisional measures clearly implies that the rights claimed by Uruguay, as a party to the 1975 Statute of the River Uruguay — and for which it requested protection through the indication of provisional measures by the Court — are not *prima facie* non-existent rights or rights not germane to the dispute. They are rights in dispute, very plausible, sufficiently important and serious to warrant potentially being the object of protective measures against conduct by a party which could prejudice them. I therefore consider that Uruguay’s request for the indication of provisional measures meets the criterion of *fumus boni juris* or *fumus non mali juris* (see the separate opinion of Judge Abraham appended to the Order of 13 July 2006 in the case concerning *Pulp Mills on the River Uruguay* (*Argentina v. Uruguay*), *I.C.J. Reports 2006*, p. 24).

22. All that remains now is to ascertain whether, in view of the circumstances of the case as they now present themselves based on the information in the Court’s possession, the safeguarding of the rights invoked by Uruguay in its request does or does not require the indication of the provisional measures sought or, possibly, other provisional measures.

*

23. The Court has many times declared that its power to indicate provisional measures under Article 41 of its Statute presupposes that “irreparable prejudice” should not be caused to the rights which are the subject

en litige au cours de la procédure judiciaire et qu'il s'ensuit que «la Cour doit se préoccuper de sauvegarder par de telles mesures les droits que l'arrêt qu'elle aura ultérieurement à rendre pourrait éventuellement reconnaître, soit au demandeur soit au défendeur» (voir, par exemple, *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Serbie et Monténégro)*, mesures conservatoires, ordonnance du 8 avril 1993, C.I.J. Recueil 1993, p. 19, par. 34). Mais évidemment il n'est pas nécessaire pour indiquer des mesures conservatoires que le «préjudice» lui-même se soit déjà produit, car la finalité des mesures conservatoires est essentiellement «préventive».

24. Il suffit qu'il existe un «risque» sérieux de préjudice irréparable aux droits en cause, qu'au vu des circonstances de l'affaire — y compris la situation de l'Etat en danger de le subir —, pour que la Cour interviene. C'est pour cela qu'il est bien établi dans la jurisprudence de la Cour que les mesures conservatoires ont pour objet de faire face non pas au «préjudice irréparable» comme tel, mais au «risque d'un préjudice irréparable» aux droits en cause. Et c'est bien ce «risque» et l'«urgence» d'y remédier qui doivent être démontrés lorsqu'il s'agit des mesures sollicitées par l'une ou l'autre des parties à l'affaire.

25. Avant d'aborder la question centrale de l'existence ou non d'un «risque de préjudice irréparable» en l'espèce, il convient de rappeler que les conseils de l'Uruguay ont parfois soulevé des questions de responsabilité internationale qui, à mon avis, relèvent du fond du différend. Par exemple, en rapport avec l'imputabilité de certains faits à l'Argentine ou avec la qualification d'un comportement déterminé de l'Argentine comme un fait international illicite. Je ne tiens donc pas compte de ces observations et déclarations dans mes considérations ci-dessous sur l'existence en l'espèce d'un «risque de préjudice irréparable» aux droits en cause de l'Uruguay. Dans cette procédure incidente, ce sont les faits qui comptent. Je tâcherai donc de répondre à la question relative à l'existence du risque en m'appuyant essentiellement sur des éléments de faits.

*

26. La notion de «préjudice irréparable» n'a pas fait l'objet d'une définition abstraite par la Cour. Mais elle se dégage de la jurisprudence et l'on peut aussi en trouver des définitions dans les plaidoiries et dans la doctrine (voir, par exemple, CR 2006/54, p. 46 et suiv.). Pour ce qui est de l'«irréparabilité», je suis d'accord avec la conclusion générale de M^{me} le juge Higgins, dans sa déclaration au nom du Royaume-Uni dans l'affaire relative à des *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie*, dans le sens que «préserver l'intégrité et l'effectivité de la décision sur le fond semble donc bien être l'élément central des réflexions de la Cour lorsqu'elle se demande si les circonstances appellent l'indication de mesures conservatoires» (*ibid.*, CR 92/3 du 26 mars 1992). Quant au «préjudice», la jurisprudence de la Cour emploie le terme dans un sens plutôt large et

of judicial proceedings and that it follows that “the Court must be concerned to preserve by such measures the rights which may be subsequently adjudged by the Court to belong either to the Applicant or to the Respondent” (see, for example, the Order of 8 April 1993 in the case concerning *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, *Provisional Measures*, *I.C.J. Reports 1993*, p. 19, para. 34). Yet the prejudice itself clearly does not need to have already occurred for provisional measures to be indicated, as the purpose of such measures is essentially “preventative”.

24. There need only be a serious “risk” of irreparable prejudice to the rights in dispute, in the particular circumstances of the case — including the situation of the State in danger of suffering such prejudice — for the Court to act. This is why it is well established in the case law of the Court that the purpose of provisional measures is not to address “irreparable prejudice” *per se*, but the “risk of irreparable prejudice” to the rights in dispute. And it is indeed this “risk” and the “urgency” of remedying it which must be demonstrated when either of the parties to the proceedings seeks such measures.

25. Before turning to the central issue of the existence or not of a “risk of irreparable prejudice” in the present case, it should be noted that counsel of Uruguay sometimes raised questions of international responsibility which, in my opinion, relate to the substance of the dispute. For example, regarding the imputability of certain acts to Argentina or the characterization of a particular conduct of Argentina as an internationally wrongful act. I do not therefore consider those observations and declarations in my discussion below on the existence in the present case of a “risk of irreparable prejudice” to Uruguay’s disputed rights. In these incidental proceedings, it is the facts which count. I will therefore try to answer the question of the existence of the risk essentially on the basis of factual elements.

*

26. The notion of “irreparable prejudice” has not been given an abstract definition by the Court. However, it emerges from the case law and definitions can also be found in the oral pleadings and doctrine (see, for example, CR 2006/54, pp. 46 *et seq.*). As far as the “irreparability” of the prejudice is concerned, I concur with the general conclusion of Professor Higgins in her statement on behalf of the United Kingdom in the case concerning *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie* to the effect that “the preservation of the integrity and efficacy of the judgment would certainly seem to be the central element in the Court’s consideration of whether circumstances require the indication of interim measures” (*ibid.*, CR 92/3 of 26 March 1992). As for the “prejudice”, in the Court’s case law the term has been used in a fairly broad and elastic manner. It

flexible. Certainement, il ne se réduit pas, il s'en faut, à des préjudices ou des dommages d'ordre économique.

27. Pour la majorité des juges dans l'affaire, l'Uruguay n'aurait pas démontré le risque du préjudice irréparable aux droits en cause et/ou l'imminence de ce risque, c'est-à-dire l'urgence. C'est le motif sur lequel se fonde la Cour dans la présente ordonnance afin de rejeter au fond la première mesure conservatoire demandée par l'Uruguay (ordonnance, par. 40-43). Je suis en désaccord avec cette conclusion. Les événements décrits dans l'ordonnance emportent pour moi un risque, bien actuel et grave, de préjudice irréparable non seulement à des droits déterminés revendiqués par l'Uruguay dans l'instance, mais aussi à la bonne administration de la justice internationale. Dans cette affaire, les «circonstances» dont il est question à l'article 41 du Statut de la Cour constituent vraiment un *unicum*. Elles exigent l'indication de mesures bien adaptées à l'espèce, c'est-à-dire fortement particularisées. En effet, il n'arrive pas souvent que l'Etat défendeur se trouve exposé à subir, en tant que «litigant», des préjudices économiques, sociaux et politiques comme résultat des mesures ayant un but coercitif adoptées par des ressortissants de l'Etat demandeur dans le territoire de ce dernier. Ces mesures coercitives ont en effet, en l'espèce, le but déclaré de causer l'arrêt de la construction de l'usine de pâte à papier Orion ou sa délocalisation, c'est-à-dire de porter préjudice au principal droit en cause pour l'Uruguay dans l'affaire.

28. Et il n'est pas non plus fréquent qu'un Etat demandeur «tolère» une telle situation, en invoquant une politique interne de persuasion et non pas de répression à l'égard de ses mouvements sociaux et en s'abstenant, par ce motif, d'adopter les mesures de «due diligence» que le droit international général impose en la matière au souverain territorial et, en tout premier lieu, l'obligation de ne pas laisser utiliser son territoire aux fins d'actes contraires aux droits d'autres Etats (*Détroit de Corfou, fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1949*, p. 22). Le fait que, dans l'espèce, les droits revendiqués par l'Uruguay, que visent les *asambleístas* de Gualeguaychú et de sa zone environnante, soient des «droits en litige» devant la Cour, ne change point lesdites obligations de l'Argentine.

29. D'autre part, en tant que Partie à l'instance, l'Argentine a l'obligation de procédure d'adopter un comportement vis-à-vis de l'autre Partie qui n'anticipe pas la décision finale de la Cour sur les «droits en litige» dans l'affaire qu'elle-même a soumise à la Cour. En tout cas, la situation se dégrade trop de jour en jour pour que la Cour puisse mettre fin à la présente procédure incidente en déclarant tout simplement — comme dans l'ordonnance du 13 juillet 2006 — que les circonstances, telles qu'elles se présentent actuellement à la Cour, ne sont pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires en vertu de l'article 41 du Statut. Depuis la fin novembre 2006, les circonstances sont bien différentes. Elles appellent à l'exercice par la Cour de son pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires pour préserver les droits

can certainly not be limited to economic injury or loss alone.

27. For the majority of the judges in this case, Uruguay has not demonstrated the risk of irreparable prejudice to the rights in dispute and/or the imminence, that is to say urgency, of that risk. This is the ground on which the Court relies in the present Order to dismiss the first interim measure requested by Uruguay outright (paras. 40-43 of the Order). I disagree with this finding. The events described in the Order in my view entail a present and serious risk of irreparable prejudice not just to particular rights claimed by Uruguay, but also to the sound administration of international justice. In this case, the “circumstances” referred to in Article 41 of the Statute of the Court are really unique. They require the indication of measures tailored to the case, that is to say highly specific. It is rare for a respondent State to find itself exposed, as a litigant, to economic, social and political injury as a result of measures aimed at coercion adopted by nationals of the applicant State inside the latter’s territory. The avowed purpose of those coercive actions in the present case is to put an end to construction of the Orion mill or have it relocated, that is, to prejudice the principal right at issue for Uruguay in the case.

28. Nor does an applicant State often “tolerate” such a situation by relying on a domestic policy of persuasion rather than repression as regards social movements, for that reason refraining from adopting the measures of due diligence imposed by international law on the territorial sovereign in that domain, including first and foremost the obligation not to allow its territory to be used for acts contrary to the rights of other States (*Corfu Channel, Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1949*, p. 22). The fact that, in the present case, the rights claimed by Uruguay, which are the target of the demonstrators of Gualeguaychú and the surrounding area, are “rights in dispute” before the Court, does not alter the aforementioned obligations of Argentina at all.

29. Further, as a Party to the proceedings, Argentina is procedurally bound to conduct itself towards the other Party so as not to anticipate the final decision of the Court on the “rights in dispute” in the case which Argentina itself referred to the Court. In any event, the situation is deteriorating too fast by the day for the Court to be able to end the present incidental proceedings by simply declaring — as it did in the Order of 13 July 2006 — that the circumstances, as they now present themselves to the Court, are not such as to require the exercise of its power under Article 41 of the Statute to indicate provisional measures. Since the end of November 2006 the circumstances have been very different. They call for the Court to exercise its power to indicate provisional measures in order to preserve Uruguay’s disputed rights and

de l'Uruguay en cause et pour renverser la tendance prononcée à l'aggravation et à l'extension du différend.

*

30. Malgré les considérations précédentes, la Cour, au paragraphe 43 de l'ordonnance, conclut que les circonstances de l'espèce ne sont pas de nature à exiger l'indication de la première mesure conservatoire demandée par l'Uruguay, tendant à «prévenir ou faire cesser l'interruption de la circulation» entre les deux Etats, et notamment le «blocage des ponts et des routes» qui les relie.

31. Cette conclusion est motivée dans les paragraphes 40 et 42 de l'ordonnance par les considérations suivantes :

- 1) en dépit des barrages, la construction de l'usine Botnia a considérablement progressé depuis l'été 2006 et est à présent à un stade avancé;
- 2) il a été également démontré que d'autres itinéraires avaient été utilisés pour la circulation des touristes et le transport des marchandises, y compris des matériaux nécessaires aux ouvrages de l'usine Botnia;
- 3) la construction de l'usine se poursuit;
- 4) la Cour — sans examiner la question de savoir si les barrages peuvent avoir causé ou peuvent continuer de causer des dommages à l'économie uruguayenne — n'est pas convaincue, au vu de ce qui précède, que ces barrages pourraient causer un préjudice irréparable aux droits que l'Uruguay prétend en l'espèce tirer du statut de 1975 en tant que tels; et
- 5) il n'a pas été démontré que, quand bien même il existerait un risque de préjudice aux droits allégués par l'Uruguay en l'espèce, celui-ci serait imminent.

32. Ces considérations ne mettent pas en cause la matérialité des faits comme tels concernant les barrages des routes d'accès aux ponts internationaux. Cependant, la Cour n'y voit pas un «risque imminent» de préjudice irréparable au droit de l'Uruguay de construire *pendente lite* l'usine Orion à Fray Bentos. Je suis en désaccord avec cette conclusion de l'ordonnance parce qu'elle est fondée sur un «réductionnisme» du concept de «*risque imminent d'un préjudice irréparable*» (les italiques sont de moi) ainsi que de la portée des «droits de l'Uruguay en cause» dans l'affaire.

33. Ce «réductionnisme» s'explique par le fait que la Cour s'est abstenue — à tort, à mon avis — d'examiner la question de savoir si les barrages ont causé et/ou peuvent continuer de causer des préjudices économiques et sociaux à l'Uruguay. Pourtant, c'était la *raison d'être* de la demande en indication de mesures conservatoires de l'Uruguay. L'Uruguay a demandé l'indication de mesures conservatoires justement pour se protéger des dommages considérables causés au commerce et au tourisme uruguayens inhérents à la situation créée par les barrages. Pourquoi dis-je

to reverse the clear slide towards the aggravation and extension of the dispute.

*

30. Despite the foregoing considerations, the Court, in paragraph 43 of the Order, has found that the circumstances of the present case are not such as to require the indication of the first provisional measure requested by Uruguay, to “prevent or end the interruption of transit” between the two States and particularly “the blockading of [the] bridges and roads” linking them.

31. The reasoning behind this finding is set out in paragraphs 40 to 42 of the Order as follows:

- (1) notwithstanding the blockades, the construction of Botnia mill progressed significantly since the summer of 2006 and is now well advanced;
- (2) it has also been shown that other routes have been used for the transit of tourists and goods, including the supplies required for the Botnia mill’s installations;
- (3) the construction of the plant is continuing;
- (4) the Court — without addressing whether the roadblocks may have caused or may continue to cause damage to the Uruguayan economy — is not convinced, in view of the foregoing, that the blockades risk prejudicing irreparably the rights which Uruguay claims in the present case from the 1975 Statute as such; and
- (5) it has not been shown that, were there such a risk of prejudice to the rights claimed by Uruguay in the case, that risk is imminent.

32. These points do not cast any doubt on the substance of the facts as such concerning the blockading of the access roads to the international bridges. However, the Court does not see in this “an imminent risk” of irreparable prejudice to Uruguay’s right *pendente lite* to construct the Orion mill in Fray Bentos. I disagree with this conclusion of the Order, as it is based on a “reductionist” approach to the concept of “imminent risk of irreparable prejudice” and to the scope of “Uruguay’s rights in dispute” in this case.

33. This “reductionism” is explained by the fact that the Court has refrained — wrongly in my view — from considering the issue of whether the roadblocks have caused and/or may continue to cause economic and social prejudice to Uruguay. Yet that was the *raison d’être* of Uruguay’s request for the indication of provisional measures. Uruguay requested the indication of provisional measures precisely to protect itself from the considerable harm caused to its trade and tourist industry inherent in the situation created by the blockades. Why do I say wrongly? Because

à tort? Parce que les barrages ont été établis par leurs auteurs dans le but de ce que l'Uruguay paie un prix pour permettre la continuation de la construction de l'usine Orion à Fray Bentos, c'est-à-dire un «péage». L'Uruguay est en effet placé par ces événements — tolérés par l'Argentine — devant le dilemme suivant : soit il arrête la construction de l'usine, soit il paie un «péage» de nature économique et sociale pour continuer la construction de l'usine.

34. Les choses étant ce qu'elles sont, le fait que la construction de l'usine se poursuive n'est pas de nature à écarter le «risque de préjudice» aux droits de l'Uruguay mis en cause par les barrages. Au contraire, le préjudice représenté par ledit «péage» devient, chaque jour qui passe, plus lourd. D'autre part, il y a une relation, indubitable et reconnue, entre les faits qui créent objectivement le «péage» et le «droit» revendiqué par l'Uruguay de construire l'usine à Fray Bentos en attendant la décision finale de la Cour. Or, la défense de ce droit par l'Uruguay n'est nullement assujettie à aucune sorte de «péage» par le statut du fleuve Uruguay de 1975 ou par la procédure de la Cour. En outre, le «péage» soulève un problème de sécurité car les agissements des *asambleístas* sont une source d'alarme et de tension sociale pouvant éventuellement être la cause d'incidents frontaliers et transfrontaliers.

35. Le «péage» en question s'analyse essentiellement comme un *lucre cessant* pour l'économie de l'Uruguay qui est porteur d'un «risque de préjudice» pour les droits qu'il défend dans la présente affaire sur la base du statut du fleuve Uruguay, notamment le droit à continuer à construire l'usine Orion à Fray Bentos et le droit à ce que le différend juridique qui divise l'Argentine et l'Uruguay à propos des usines de pâte à papier soit décidé en conformité avec l'article 60 du statut du fleuve. Comme il a été reconnu par la Cour «il se peut [en effet] que des événements privent ensuite la requête de son objet» (*Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)*, compétence et recevabilité, arrêt, C.I.J. Recueil 1988, p. 95, par. 66). Par exemple, certaines conclusions de la requête argentine du 4 mai 2006 sont déjà dépassées par les événements, le projet de l'usine CMB de ENCE ayant déménagé à Punta Pereyra sur la rive uruguayenne du Rio de la Plata. Voilà le «risque du préjudice» aux droits en cause pour l'Uruguay dans l'affaire. La paix sociale est très appréciée par les entreprises industrielles. Les *asambleístas* en sont bien au courant, comme le prouve le fait qu'ils ont commencé le blocage actuel de routes et de ponts peu après l'approbation du projet Orion de Botnia par la Banque mondiale et ses institutions de crédit.

36. Le préjudice en question est, par sa nature même, irréparable car, comme cela a été déclaré au cours des audiences par les conseils de l'Uruguay, l'arrêt de la Cour ne pourra faire revenir Orion à Fray Bentos si Botnia décidait de partir. Ce n'est pas le cas en ce moment même, mais la question n'est pas là. Ce qui compte c'est le «risque du préjudice» et ce risque est bien présent. L'Argentine n'a pas pris les mesures qui s'imposent pour mettre fin à la situation créée objectivement par les barrages et pour en empêcher la répétition à l'avenir. En outre, il est urgent d'élimi-

the aim of those responsible for the blockades was to make Uruguay pay a price for being able to continue the building of the Orion mill in Fray Bentos, in other words a “toll”. Through these events — tolerated by Argentina — Uruguay is faced with the following dilemma: either it halts construction of the mill or it pays an economic and social “toll” to continue building it.

34. Things being as they are, the fact that the construction of the mill is continuing is not of itself apt to dispel the “risk of prejudice” to Uruguay’s rights which are affected by the blockades. On the contrary, the prejudice represented by the so-called “toll” grows with every passing day. Further, there is an undoubtable and acknowledged relationship between the facts which have objectively created the “toll” and the “right” claimed by Uruguay to build the mill in Fray Bentos pending the final decision by the Court. In no way is the defence of this right by Uruguay subject to the imposition of any form of “toll” by virtue of the 1975 Statute of the River Uruguay or of the procedure of the Court. Also, the “toll” raises a security problem, as the acts of the protestors are a source of alarm and social tension, which could trigger border or transborder incidents.

35. The “toll” in question may essentially be viewed as *lost profit* for the Uruguayan economy, one which carries “a risk of prejudice” for the rights that the country is defending in the instant case on the basis of the Statute of the River Uruguay, particularly the right to continue construction of the Orion mill in Fray Bentos and the right to have the legal dispute between Argentina and Uruguay over the pulp mills decided in accordance with Article 60 of the Statute of the River. As the Court has acknowledged “subsequent events may [in fact] render an application without object” (*Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras)*, *Jurisdiction and Admissibility, Judgment, I.C.J. Reports 1988*, p. 95, para. 66). For example, certain submissions in Argentina’s Application of 4 May 2006 have been overtaken by events, ENCE’s planned CMB mill having been relocated to Punta Pereyra on the Uruguayan bank of the River Plate. Therein lies the “risk of prejudice” to the rights in dispute for Uruguay in this case. Social peace is much appreciated by industrial concerns. The protestors are well aware of this, as proved by the fact that they began the current road and bridge blockades shortly after Botnia’s Orion project was approved by the World Bank and its lending institutions.

36. The prejudice in question is, by its very nature, irreparable, since, as stated by counsel of Uruguay during the hearings, the Court’s judgment will not be able to restore the Orion project to Fray Bentos should Botnia decide to leave. Although this is not so for the moment, it is not the point. What matters is the “risk of prejudice” and this risk is a real and present one. Argentina has not taken the measures necessary to put an end to the situation objectively caused by the blockades, or to prevent a repetition of them in future. The “irreparable prejudice” also urgently

ner le «préjudice irréparable» étant donné qu'il y a bien plus qu'un «risque plus ou moins imminent». Il s'agit en effet d'un «risque actuel» pour l'Uruguay qui existe et se développe d'une façon continue depuis la fin de novembre 2006 avec les conséquences fâcheuses que l'on peut imaginer pour un développement économique soutenable du pays.

37. Ce «risque actuel» porte également atteinte au droit invoqué par l'Uruguay à ce que le différend soit décidé par la Cour conformément à l'article 60 du statut du fleuve Uruguay et non pas unilatéralement. La nécessité de protéger ce droit dès maintenant n'est pas douteuse pour moi car la durée du préjudice créé par le «péage» menace l'intégrité même du règlement judiciaire du différend. Il n'est écrit nulle part qu'un Etat défendeur doit supporter une telle situation pour faire valoir son droit dans une affaire devant la Cour. D'ailleurs, dans la pratique de la Cour, il y a des exemples de mesures conservatoires indiquées en application du principe de la bonne administration de la justice internationale.

38. Ajoutons que le préjudice causé à l'économie uruguayenne par les barrages n'est nullement un préjudice que l'Uruguay est censé subir en vertu du droit matériel applicable au différend juridique devant la Cour — c'est-à-dire le statut du fleuve Uruguay de 1975 — ni non plus en vertu du Statut ou du Règlement de la Cour ou d'une décision de celle-ci, étant donné que l'ordonnance du 13 juillet 2006 rejeta la demande en indication de mesures conservatoires soumise par l'Argentine le 4 mai 2006 lors du dépôt de sa requête.

39. En outre, l'on n'est pas *prima facie* devant une hypothèse de *damnum sine injuria esse potest*. L'Uruguay a un droit d'action pour demander que cessent les barrages et les agissements des *asambleístas* qui causent le préjudice signalé à son économie, et l'Argentine a des obligations particulières en la matière en tant qu'Etat sur le territoire duquel les faits en question sont commis ainsi qu'en tant qu'Etat partie à la présente instance. Il est surprenant que, pour le moment, ces deux qualités n'aient pas poussé les autorités argentines à mettre fin aux barrages des routes argentines d'accès aux ponts internationaux placés par des groupes de citoyens argentins organisés qui déclarent ouvertement que l'objectif poursuivi par leur action est que l'Uruguay arrête la construction d'Orion à Fray Bentos ou qu'il délocalise l'usine ailleurs. Les devoirs de l'Argentine en la matière existent objectivement comme résultat de la localisation géographique des événements générateurs du risque d'un préjudice irréparable en territoire de la République argentine et de la nationalité des *asambleístas*.

40. La question de la construction d'Orion à Fray Bentos est un des éléments du différend juridique sur l'interprétation et l'application du statut du fleuve Uruguay de 1975 que la République argentine a demandé à la Cour de régler. Or, si l'on se place, comme il se doit, dans le contexte de ce statut, qui est un traité bilatéral entre l'Argentine et l'Uruguay, on constate *prima facie*, dès son article premier, que l'utilisation rationnelle et optimale du fleuve, dans le strict respect des droits et des obligations découlant des traités et autres engagements internationaux en vigueur à

needs to be eliminated as there is much more than a “more or less imminent risk”. It is indeed a “present risk” for Uruguay, one which exists and has steadily increased since the end of November 2006 with the regrettable consequences that can be readily imagined for the sustainable economic development of the country.

37. This “present risk” also impairs the right relied on by Uruguay to have the dispute settled by the Court in accordance with Article 60 of the Statute of the River Uruguay and not unilaterally. The need to protect that right immediately is not in doubt in my view for the continuation of the prejudice created by the “toll” threatens the very integrity of the legal settlement of the dispute. Nowhere is it stated that the Respondent must tolerate such a situation in order to assert its right in a case before the Court. Moreover, in the practice of the Court, there are examples of provisional measures indicated in accordance with the principle of the sound administration of international justice.

38. I would add that the prejudice caused to Uruguay’s economy by the blockades is by no means a prejudice which Uruguay is supposed to suffer under the substantive law applicable to the legal dispute before the Court — in other words, the 1975 Statute of the River Uruguay — nor under the Court’s Statute or Rules or a decision of the Court, given that the Order of 13 July 2006 dismissed the request for the indication of provisional measures submitted by Argentina on 4 May 2006 when filing its Application instituting proceedings.

39. Further, this is not *prima facie* a situation of *damnum sine injuria esse potest*. Uruguay has a right of action to request the cessation of the blockades and actions of the protesters, which are causing the said prejudice to its economy and Argentina has particular obligations here as the State on whose territory the acts in question are being committed, and also as a State party to the present case. It is surprising that, hitherto, these two obligations have not prompted the Argentine authorities to put an end to the blockading of the Argentinian access roads to the international bridges by organized groups of Argentine nationals, who openly state that the object of their action is to halt Uruguay’s construction of the Orion mill at Fray Bentos or for it to site the mill elsewhere. Argentina’s duties here do indeed objectively exist by virtue of the geographical location of the events which are the cause of the risk of irreparable prejudice in the territory of the Argentine Republic and also by virtue of the nationality of the protesters.

40. The question of the building of the Orion mill at Fray Bentos is one of the elements of the legal dispute on the interpretation and application of the 1975 Statute of the River Uruguay which the Argentine Republic has asked the Court to settle. If, as we should, we view matters in the context of that Statute, which is a bilateral treaty between Argentina and Uruguay, we note *prima facie*, in Article 1, that the optimum and rational utilization of the river, strictly respecting the rights and obligations deriving from the treaties and other international instruments in

l'égard de l'une ou l'autre des Parties, est un principe de base du traité et un objectif du statut du fleuve.

41. Cela étant, je ne peux que conclure *prima facie* qu'il existe également une relation juridique entre: 1) les faits relatifs aux barrages de routes et de ponts par les *asambleístas*, tolérés par les autorités argentines, 2) le risque actuel d'un préjudice irréparable pour les droits de l'Uruguay en cause, 3) le principe de l'utilisation rationnelle et optimale du fleuve Uruguay et de ses eaux, y compris à des fins industrielles dans le respect du régime du fleuve et la qualité de ses eaux (statut de 1975, art. 27), et 4) le règlement judiciaire des différends du statut. Cette relation juridique est pour moi largement suffisante dans cette procédure incidente pour que la Cour puisse indiquer des mesures conservatoires en vue de mettre fin aux barrages en question. Ma conclusion est confirmée par les conclusions de la requête introductive d'instance dans lesquelles l'Argentine prie la Cour de dire et juger que «l'Uruguay a manqué aux obligations lui incombant en vertu du statut de 1975 et des autres règles de droit international auxquelles ce statut renvoie, y compris mais pas seulement...» (ordonnance, par. 3).

42. A la lumière des considérations précédentes, et compte tenu des arguments et de la documentation présentés par les Parties, j'estime que les circonstances de l'espèce sont de nature à indiquer la *première mesure conservatoire* sollicitée par l'Uruguay, à savoir que l'Argentine doit prendre:

«toutes les mesures raisonnables et appropriées qui sont à sa disposition pour prévenir ou faire cesser l'interruption de la circulation entre l'Uruguay et l'Argentine, notamment le blocage de ponts et de routes entre les deux Etats».

*

43. Ainsi, je suis en désaccord avec le rejet par l'ordonnance de la première mesure conservatoire demandée par l'Uruguay. Et je le suis également en ce qui concerne la non-indication dans le dispositif de l'ordonnance d'une mesure conservatoire tendant à éviter l'aggravation ou l'extension du différend ou d'en rendre le règlement plus difficile, question posée par la *deuxième mesure conservatoire* sollicitée par l'Uruguay. En tout cas, le motif (ordonnance, par. 49 et 50) sur la base duquel l'ordonnance rejette l'indication de la deuxième mesure conservatoire demandée par l'Uruguay ne m'empêche pas de le faire, car je viens de conclure ci-dessus que je considère que les circonstances et les conditions pour l'indication de la première mesure conservatoire demandée par l'Uruguay sont remplies.

44. J'estime que les circonstances particulières de l'affaire — y compris celles postérieures aux audiences qui sont dans le domaine public — appellent l'indication urgente de mesures provisoires relatives à la non-aggravation et à la non-extension du différend adressées aux deux Parties. Sur ce dernier aspect, je m'éloigne donc de la formulation donnée par

force with respect to either of the Parties, is a basic principle of the treaty and one of the objectives of the Statute of the River.

41. This being so, I can only conclude *prima facie* that there is also a *legal relation* between: (1) the facts relating to the blockades of roads and bridges by the protesters, tolerated by the Argentine authorities, (2) the present risk of irreparable prejudice to the rights of Uruguay in issue, (3) the principle of the optimum and rational utilization of the River Uruguay and its waters, including for industrial purposes, respecting the régime of the river or the quality of its waters (Art. 27 of the 1975 Statute), and (4) the legal settlement of disputes arising under the Statute. For me, this legal relation is more than adequate in these incidental proceedings for the Court to be able to indicate provisional measures in order to put an end to the blockades concerned. My conclusion is confirmed by the submissions in the Application instituting proceedings, in which Argentina requests the Court to adjudge and declare that “Uruguay has breached the obligations incumbent upon it under the 1975 Statute and the other rules of international law to which that instrument refers, including but not limited to . . .” (Order, para. 3).

42. In light of the above considerations, and bearing in mind the arguments of the Parties and the documentation presented by them, I consider that the circumstances of the case are such as to support the indication of the *first provisional measure* requested by Uruguay, namely that Argentina:

“shall take all reasonable and appropriate steps at its disposal to prevent or end the interruption of transit between Uruguay and Argentina, including the blockading of bridges and roads between the two States”.

*

43. I therefore disagree with the dismissal in the Order of the first provisional measure requested by Uruguay. And I also disagree with the failure to indicate, in the operative paragraph of the Order, a provisional measure seeking to prevent the aggravation or extension of the dispute or render its settlement more difficult, which is the question posed by the *second provisional measure* requested by Uruguay. In any event, the ground (paras. 49 and 50 of the Order) on which the Order dismisses the indication of the second provisional measure requested by Uruguay does not prevent me from supporting it, for I have just concluded above that the circumstances and conditions for the indication of the first provisional measure requested by Uruguay are satisfied in my view.

44. I consider that the particular circumstances of the case — including those subsequent to the hearings which are in the public domain — urgently call for the indication of provisional measures relating to the non-aggravation and non-extension of the dispute addressed to both Parties. On the latter aspect, I therefore diverge from Uruguay’s wording

l'Uruguay à la deuxième mesure qu'il sollicite. Je le fais en application de l'article 75, paragraphe 2, du Règlement de la Cour.

45. La jurisprudence de la Cour des dernières années a souligné toute l'importance du pouvoir de la Cour d'indiquer des mesures conservatoires en vue d'empêcher l'aggravation ou l'extension du différend indépendamment des demandes des parties. Par exemple, en 1996 — avant donc l'arrêt en l'affaire *LaGrand* —, les motifs de l'ordonnance indiquant des mesures conservatoires dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria* disaient déjà :

«indépendamment des demandes en indication de mesures conservatoires présentées par les parties à l'effet de sauvegarder des droits déterminés, la Cour dispose, en vertu de l'article 41 de son Statut, du pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires en vue d'empêcher l'aggravation ou l'extension du différend quand elle estime que les circonstances l'exigent (cf. *Différend frontalier, mesures conservatoires, ordonnance du 10 janvier 1986, C.I.J. Recueil 1986*, p. 9, par. 18)» (*C.I.J. Recueil 1996 (I)*, p. 22, par. 41).

Des déclarations similaires ont été également incorporées dans les motifs d'autres ordonnances postérieures à l'affaire *LaGrand* (voir *C.I.J. Recueil 2003*, p. 111, par. 39).

46. En tout cas, les circonstances de la présente affaire tendant à s'aggraver, la Cour aurait dû indiquer des mesures conservatoires à la charge des deux Parties pour éviter l'aggravation et l'extension du différend. Si le rejet par la Cour de la première mesure sollicitée par l'Uruguay créait un obstacle quelconque pour indiquer une mesure de ce genre dans le dispositif de la présente ordonnance, la Cour aurait pu s'appuyer sur le droit international, à savoir sur le

««principe universellement admis devant les juridictions internationales et consacré d'ailleurs dans maintes conventions ... d'après lequel les parties en cause doivent s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision à intervenir et, en général, ne laisser procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend» (*Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie, ordonnance du 5 décembre 1939, C.P.J.I. série A/B n° 79*, p. 199)» (*LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique)*, arrêt, *C.I.J. Recueil 2001*, p. 503, par. 103).

*

47. Finalement, je suis d'accord avec l'ordonnance pour ce qui est du rejet de la *troisième mesure conservatoire* sollicitée par l'Uruguay, mais non pas pour le motif indiqué (ordonnance, par. 51). Je rejette la troisième mesure parce qu'elle manque de précision et qu'elle n'est pas suf-

of the second measure it requests. I do so pursuant to Article 75, paragraph 2, of the Rules of Court.

45. The case law of the Court in recent years has stressed the full importance of the Court's power to indicate provisional measures with a view to preventing the aggravation or extension of a dispute independently of the parties' requests. For example, in 1996 — in other words, before the Judgment in the *LaGrand* case — the reasoning in the Order indicating provisional measures in the case concerning the *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria* stated:

“independently of the requests for the indication of provisional measures submitted by the Parties to preserve specific rights, the Court possess by virtue of Article 41 of the Statute the power to indicate provisional measures with a view to preventing the aggravation or extension of the dispute (cf. *Frontier Dispute, Provisional Measures, Order of 10 January 1986, I.C.J. Reports 1986*, p. 9, para. 18)” (*I.C.J. Reports 1996 (I)*, pp. 22-23, para. 41).

Similar statements have also been incorporated into the reasoning in other Orders after the *LaGrand* case (see *I.C.J. Reports 2003*, p. 111, para. 39).

46. In any event, as the circumstances of the present case are deteriorating, the Court should have indicated provisional measures for both Parties to avoid the aggravation and extension of the dispute. If the Court's dismissal of the first measure requested by Uruguay created any impediment whatever to the indication of such a measure in the operative paragraph of the present Order, the Court could have relied on international law, namely, on the

“‘principle universally accepted by international tribunals and likewise laid down in many conventions . . . to the effect that the parties to a case must abstain from any measure capable of exercising a prejudicial effect in regard to the execution of the decision to be given and, in general, not allow any step of any kind to be taken which might aggravate or extend the dispute’ (*Electricity Company of Sofia and Bulgaria, Order of 5 December 1939, P.C.I.J., Series A/B, No. 79*, p. 199)” (*LaGrand (Germany v. United States of America), Judgment, I.C.J. Reports 2001*, p. 503, para. 103).

*

47. Lastly, I concur with the Order as regards its dismissal of the *third provisional measure* requested by Uruguay, but not for the reason indicated (Order, para. 51). I reject the third measure because it is too vague and insufficiently specific and because I consider that the circumstances

fisamment concrète et parce que j'estime que les circonstances de l'affaire à l'heure actuelle n'exigent pas l'indication d'une mesure d'une portée aussi vaste.

*

48. En bref, je suis d'accord avec la conclusion de l'ordonnance concernant la compétence *prima facie* de la Cour pour connaître de la demande en indication de mesures conservatoires de l'Uruguay et sur le rejet de la troisième mesure sollicitée. En revanche, je suis en désaccord avec l'ordonnance en ce qui concerne le rejet de la première mesure sollicitée ainsi que sur le rejet de la deuxième mesure reformulée de façon à l'adresser aux deux Parties. Ces deux points de désaccord m'ont empêché de voter en faveur de l'ordonnance.

(*Signé*) Santiago TORRES BERNÁRDEZ.

of the case do not currently require the indication of a measure so broad in scope.

*

48. In short, I concur with the conclusion in the Order regarding the prima facie jurisdiction of the Court to entertain Uruguay's request for the indication of provisional measures and with the dismissal of the third measure requested. On the other hand, I disagree with the Order as regards its dismissal of the first measure requested and as regards its dismissal of the second measure reformulated so as to be addressed to both Parties. These two points of disagreement have prevented me from voting in favour of the Order.

(Signed) Santiago TORRES BERNÁRDEZ.
